



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM2018-20 - Séance du 27 mars 2018

ACTES

1. Commande publique

1.7 Actes spéciaux et divers

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
28	20	22

Vote	
Pour	
Contre	
A l'unanimité	x

L'an 2018, le 27 mars à 19 heures, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Mairet, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 21 mars 2018. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 21 mars 2018

Etaient présents : Jean-Luc MEISSONNIER – Alain SOULIER – Béatrice BASSO – Sandrine GAUTIER – Christophe KASZUBA – Séverine MONIN – Carole CONTENSEAU – David RIBEIRO – Elisabeth MAZOLLIER – Régine SUAY – Marie-Thérèse AMALVY – François RODENAS – Philippe MARTY – Aline DESTAILLATS – Mickaël MARTINEZ – Mélissa JODAR – Jean-Luc DE LA CLERGERRIE – Ludovic DUCAMP – Damien CORDEAU – Stéphane VIDAL

Absents : Thierry PERRIER – Morgan SIMAR – Fabien PEETERS – Sylvain FOUREL – Anna RAMORA – Yves MICHEL

Absents représentés : Olivier DURIX (pouvoir à François RODENAS) – Patricia VANGREVELYNGHE (pouvoir à Régine SUAY)

Secrétaire de séance : Ludovic DUCAMP

N° DLM2018-20- SOLUTION MUTUALISÉE DE DÉMATÉRIALISATION DES PROCÉDURES DE MARCHÉS PUBLICS EN PARTENARIAT AVEC LA MÉTROPOLE DE MONTPELLIER

Madame Sandrine GAUTIER, Adjointe au Maire déléguée aux affaires scolaires et à la Petite Enfance explique que la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics est encadrée par les prescriptions des arrêtés du 14 décembre 2009 relatifs à la dématérialisation des procédures de marchés publics, du 15 juin 2012 relatifs à la signature électronique dans les marchés publics et du 14 avril 2017 relatifs aux fonctionnalités et exigences minimales des profils d'acheteur.

A compter du 1^{er} octobre 2018, toutes les procédures de marchés publics au-delà de 25 000 euros HT seront dématérialisées conformément à ce que prévoit l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 modifié relatifs aux marchés publics.

En vue de pallier les contraintes techniques et juridiques inhérentes à la mise en place de ces procédures et de garantir, à l'ensemble des communes membres, un service sécurisé et de qualité pour un coût optimal, Montpellier Méditerranée Métropole a développé une solution mutualisée de dématérialisation des procédures en partenariat avec trente communes membres et trois centres communaux d'action sociale, conformément aux articles L.5216-7-1 et L.5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ce service est constitué par un portail d'accès aux procédures dématérialisées où chaque organisme partenaire est identifié. Ce portail est élaboré sur la base d'une solution de dématérialisation paramétrée, hébergée et mise à jour par Montpellier Méditerranée Métropole.

Le coût annuel de ce service a été fixé forfaitairement quel que soit le nombre de procédures concernées.

Il a été calculé au prorata de la population municipale de chacune des communes membres telle que définie par décret du 27 décembre 2012. Compte tenu de l'intérêt métropolitain de ce projet une déduction de participation de 50% est consentie par Montpellier Méditerranée Métropole.

Le calcul est fait selon la formule suivante :

$$\text{(Population de la Commune x Coût du logiciel de dématérialisation (5 830,86 €)) / Population totale des communes membres.}$$

Dans ce cadre, le coût annuel de mise à disposition pour la commune de Baillargues s'élève à 89,89 euros H.T par an.

La convention de mise à disposition des services sera conclue à compter de sa notification jusqu'au 31 décembre 2018. Le projet de convention a été joint à la note de synthèse.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- Approuver le principe de signature de la convention,
- Préciser que les crédits seront prévus au budget,
- Autoriser Monsieur le Maire à signer la convention et tous les actes relatifs à cette affaire.

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.

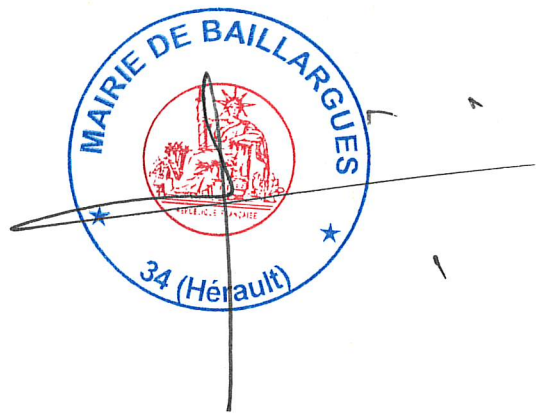
Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Madame Sandrine GAUTIER et après en avoir délibéré à l'unanimité, **APPROUVE** le principe de signature de la convention, **PRÉCISE** que les crédits seront prévus au budget et **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention et tous les actes relatifs à cette affaire.

Pour extrait conforme,

Le 29 mars 2018,

Le Maire,

Jean-Luc MEISSONNIER



Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture de l'Hérault le |
- de sa publication le |

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.

Envoyé en préfecture le 06/04/2018

Reçu en préfecture le 06/04/2018

Affiché le

SLO

ID : 034-213400229-20180329-DLM2018_20-DE

